



Le salaire, c'est quoi au juste?

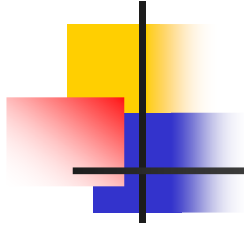
IHS, CGT,
4 octobre 2012

Nasser Mansouri-Guilani
Economiste, CGT



En guise d'introduction

- Champ d'étude: société capitaliste dans sa phase de développement dite de mondialisation
- Approche: prendre le parti des travailleurs, donc une référence théorique
- Perspective: examiner le possible pour changer à partir de l'existant



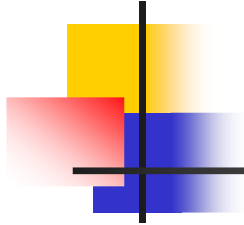
- Premier point:

**Le salaire, un élément fondamental
de la vie économique et sociale**

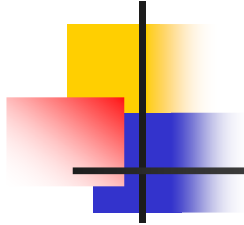


Un rappel utile

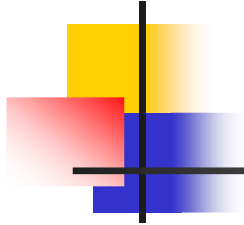
- Le salaire n'est pas un prix: le prix du travail fixé sur le « marché du travail » suite à la rencontre entre l'offre et la demande du travail
- Le salaire est l'expression de la valeur de la force de travail



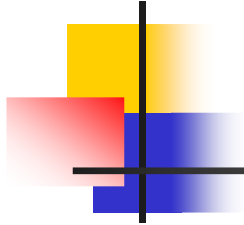
- La société capitaliste fait de la force de travail une marchandise
- La force de travail est la seule marchandise dont l'usage permet de créer une valeur supérieure à sa propre valeur
- C'est bien cela la base de l'exploitation capitaliste



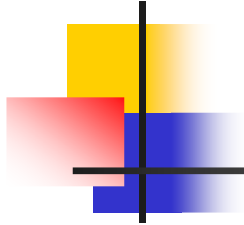
- Ce qui crée de la richesse nouvelle, de la « valeur ajoutée », c'est bien le travail humain
- Ni la machine, ni l'argent ne créent de la valeur
 - De l'argent en tant que tel ne peut pas fructifier.
 - Une machine, même des plus sophistiquées et perfectionnées, ne produit pas non plus en soi de la valeur



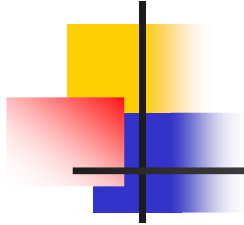
- Les machines, équipements et matières transmettent leur valeur au prorata de leur participation à la production
- La force de travail ne transmet pas seulement sa valeur, elle produit aussi une « valeur ajoutée ».



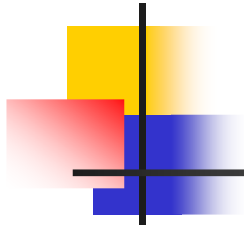
- Le salaire exprime la valeur de la force de travail
- Le salaire est historiquement et socialement défini
- Le niveau et l'évolution des salaires correspondent au niveau du développement économique et social d'un pays.
 - Cela explique la différence des salaires dans le temps dans un pays comme la France
 - Cela explique aussi les différences des salaires entre pays.



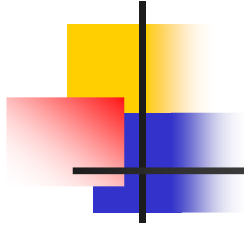
- Le salaire exprime la valeur de l'ensemble des biens et services nécessaires pour la reproduction de la force de travail
- Il correspond à ce qui est nécessaire pour assurer une *vie décente*.
- La définition d'une *vie décente* est conditionnée par les luttes sociales.
 - Exemple: il est aujourd'hui acquis que les travailleurs doivent avoir droit aux congés payés. Tel n'a pas été le cas il y a cent ans. C'est grâce à leurs luttes que les travailleurs ont obtenu ce droit, à tel point qu'aujourd'hui personne n'ose le remettre ouvertement en cause.
- La conception, la détermination, de salaires est une construction sociale. Elle peut se faire dans un cadre plus ou moins socialisé. Ce cadre est défini, lui-même, par des luttes sociales.



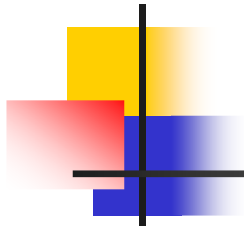
- En France, le salaire est composé de deux parties :
 - salaire net: directement versé au salarié
 - cotisations sociales: c'est la partie du salaire mise dans un « pot commun »
- Les cotisations sociales forment une partie du salaire qui au lieu d'être directement versée au salarié sert à financer la protection sociale
 - Les cotisations sociales constituent bien la partie socialisée du salaire.
 - Elles ne sont pas du « salaire différé ».
 - La notion de salaire différé ignore totalement la logique de solidarité et de mise en commun qui est inhérente au concept de salaire socialisé.
- Les cotisations sociales dites « patronales » font aussi partie intégrante du salaire. Le patronat mène une bataille idéologique pour présenter cette partie du salaire comme une « charge » qui pèserait sur les entreprises. C'est faux.



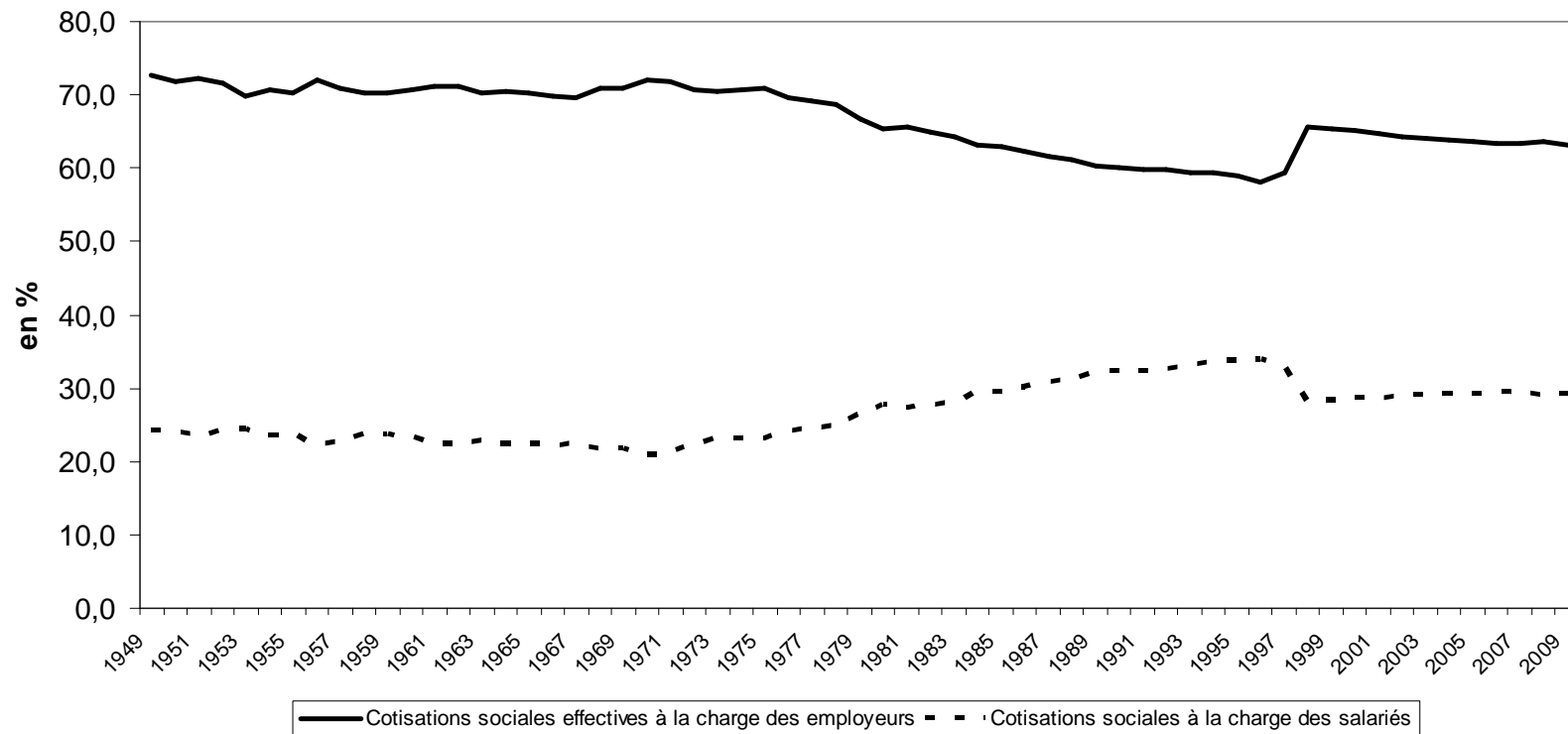
- Conscient du fait que la part employeur des cotisations fait partie intégrante du salaire, le patronat exerce une forte pression pour réduire cette part.
- Pour satisfaire le patronat, l'État prend en charge une partie de ces cotisations.
 - Appliquée au nom de l'emploi, cette politique coûte en année pleine 30 milliards d'euros au budget de l'État
 - sans résultats probants en matière d'emploi
 - mais avec des effets pervers:
 - Trappe à bas salaires
 - Déclassement
 - Impact négatif sur la formation professionnelle



- La baisse des cotisations sociales dites patronales permet d'améliorer la marge (« excédent brut d'exploitation », « profits bruts », « plus-value ») des entreprises
- Ces marges pourraient ensuite être distribuées, notamment sous la forme de dividendes, aux actionnaires et propriétaires.
- Parallèlement, la part salariale des cotisations augmente régulièrement, ce qui entraîne une baisse immédiate du pouvoir d'achat des salariés.



Part des salariés et des employeurs dans le total des cotisations sociales





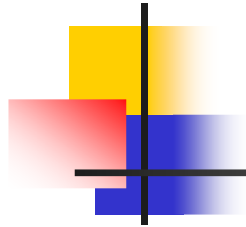
L'État employeur applique aussi des méthodes patronales

- La faible évolution des traitements de base provoque une perte de pouvoir d'achat du point d'indice de traitement.
 - Le pouvoir d'achat du point d'indice de traitement dans la fonction publique a baissé de 10 % entre 2000 et 2009
- Le développement de l'individualisation des rémunérations
- La place de plus en plus importante des primes et indemnités diverses attribuées soi-disant en fonction du résultat des agents et des services.



De nouvelles formes de rémunération compliquent la perception de salaire en tant que la valeur de la force de travail et pèsent sur les revendications

- L'individualisation
 - Plus de la moitié des salariés sont concernés
 - Des pratiques plus courantes dans les grandes entreprises
 - Une forte hausse des sommes distribuées
 - Une prime représentant 8 % de la masse salariale
- Actionnariat salarial...



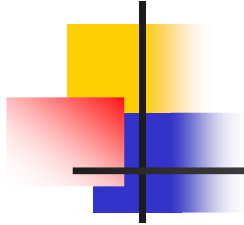
- Deuxième point

Formation des salaires dans le contexte de la mondialisation

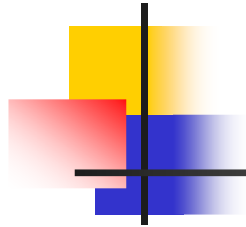


« mondialisation »: une phase du développement du capitalisme

- Développement des nouvelles technologies autorise la segmentation des processus productif
 - Rôle des transports et leur prix (*cf.* dégâts pour l'environnement)
 - Rôle de l'information
- Réglementation pour déréglementer et généraliser la concurrence

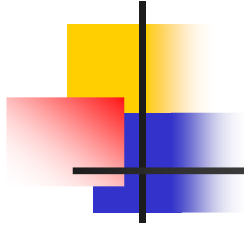


- Mise en concurrence des systèmes socio-productifs: travailleurs, systèmes de protection sociale, territoires...
 - Délocalisation
 - Sous-traitance
 - externalisation
- Tentatives d'abaissement des normes sociales
 - Rôle des États
 - Rôle des institutions internationales
 - Rôle des firmes multinationales

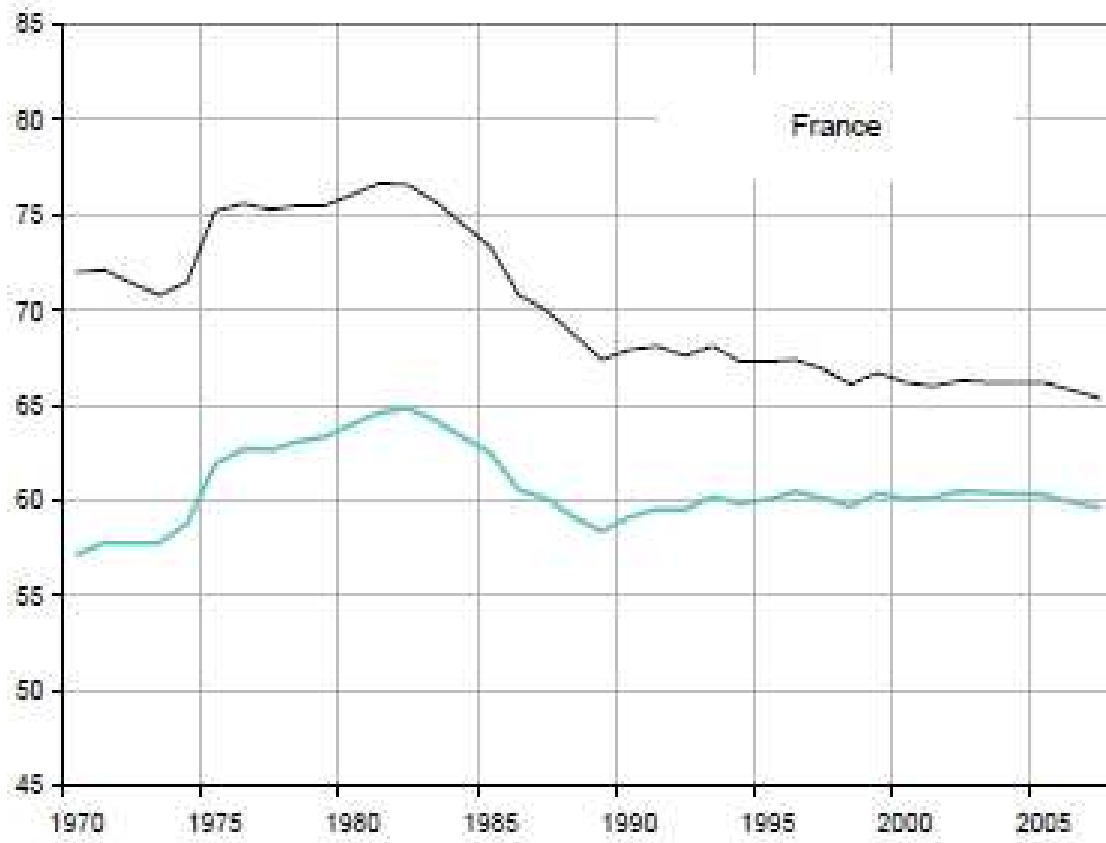
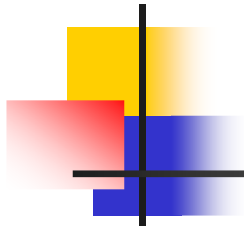


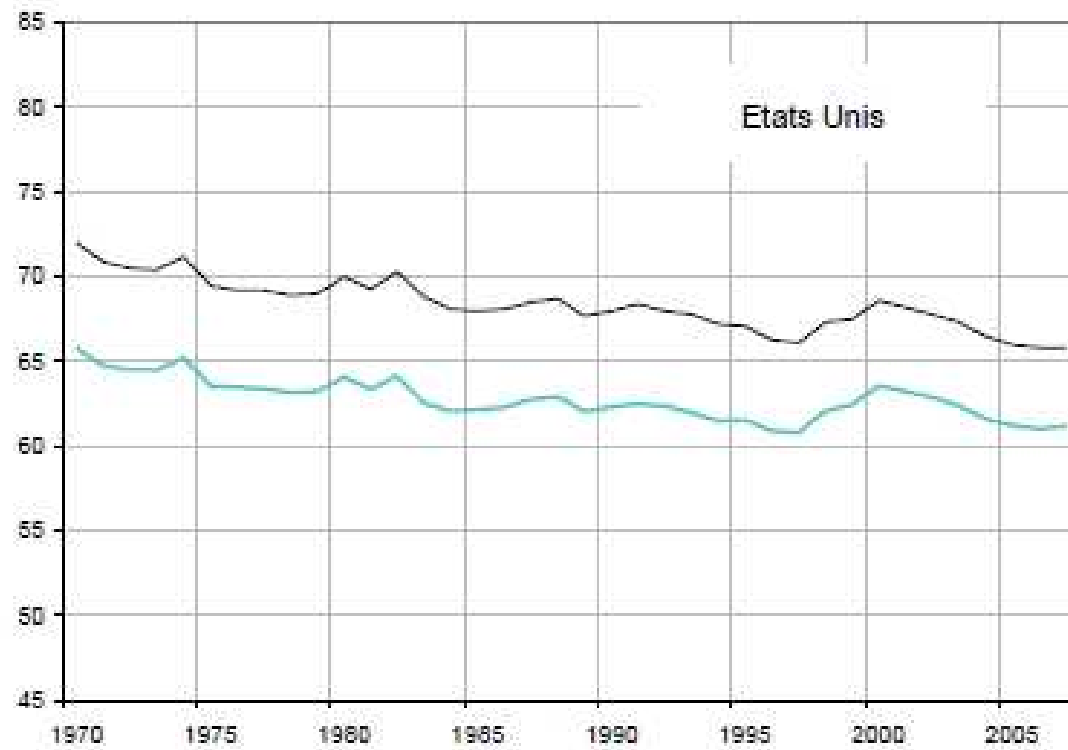
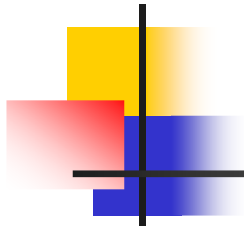
- Le cercle vicieux des délocalisations
 - Affaiblissement de l'appareil productif
 - Baisse (relative, voire absolue) de l'investissement
 - Baisse (relative, voire absolue) de la masse salariale
- Insuffisance de la demande (*effective*, réelle) adressée aux entreprises
 - Tendances à accélérer les délocalisations
 - Fermeture des sites

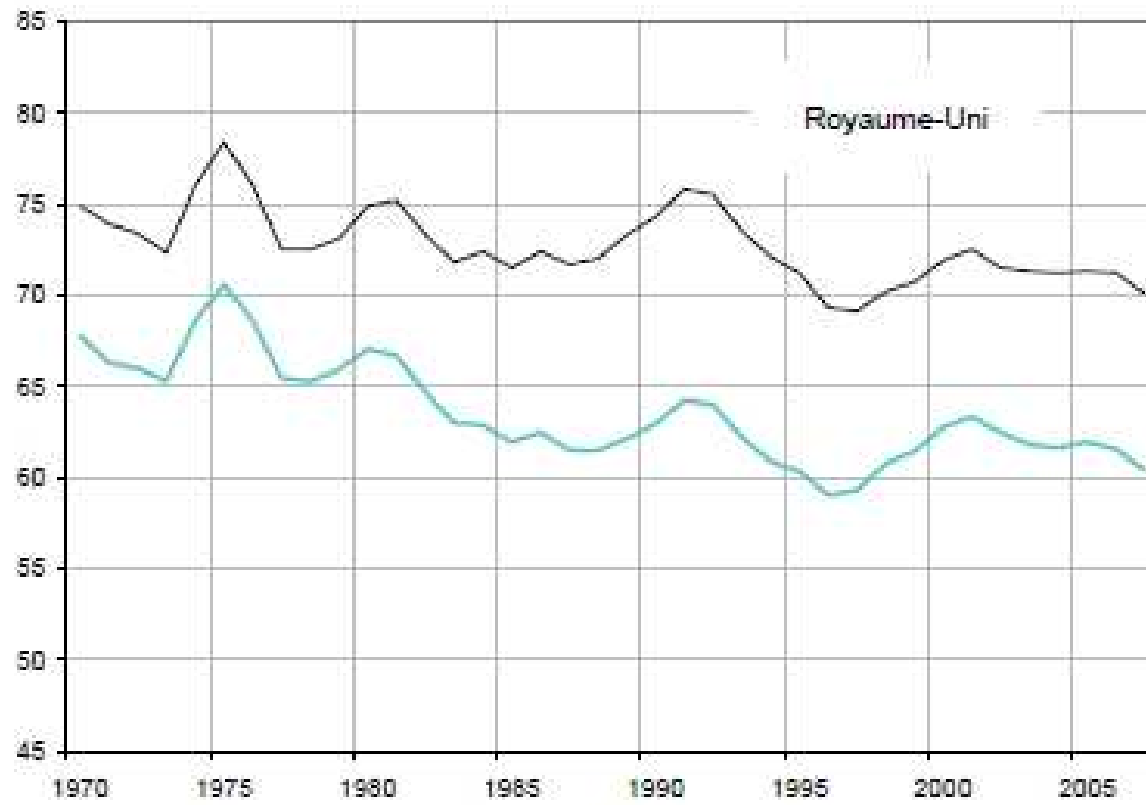
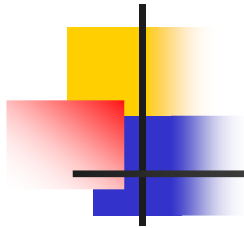
- Affaiblissement du pouvoir de négociation des travailleurs
 - Abaissement des normes
 - développement de la précarité
 - Remise en cause des droits acquis (temps de travail, etc.)
 - Abaissement des salaires
 - Faible progression eu égard à l'évolution de la productivité du travail
 - Développement des formes aléatoires de rémunérations
- Renforcement de la position du capital

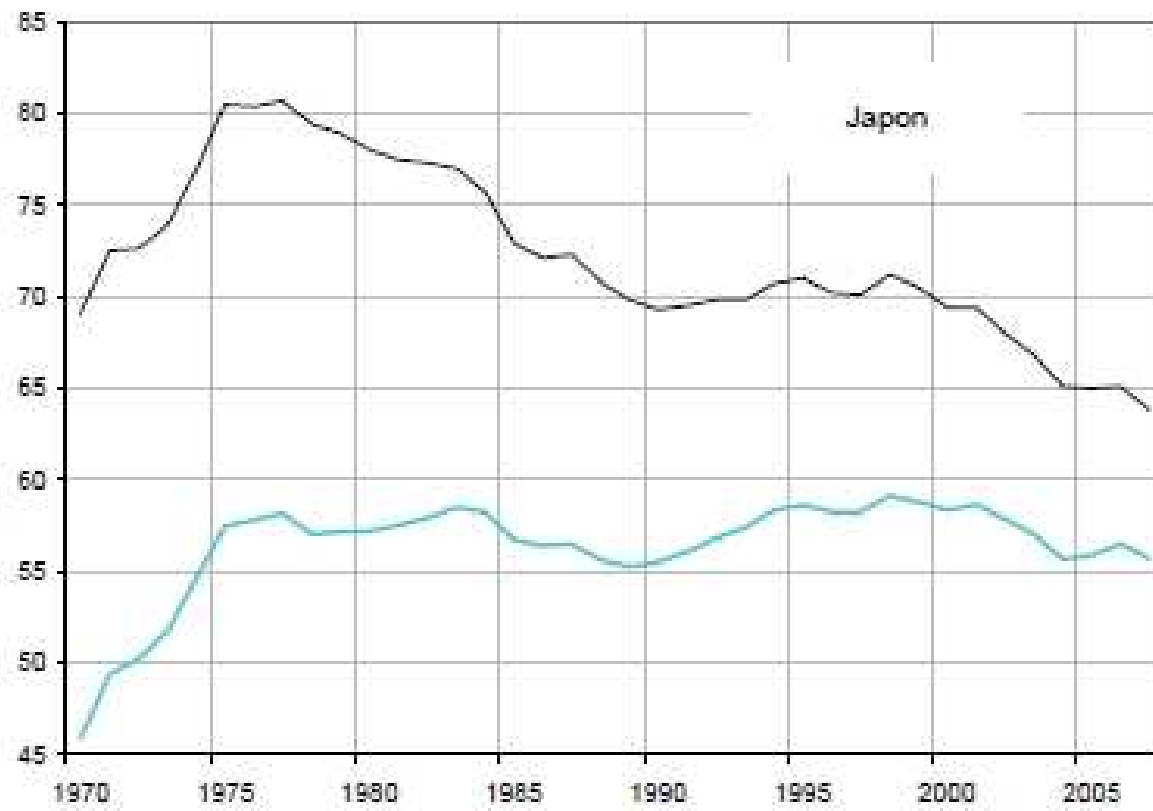
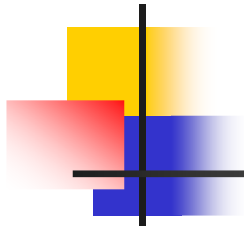


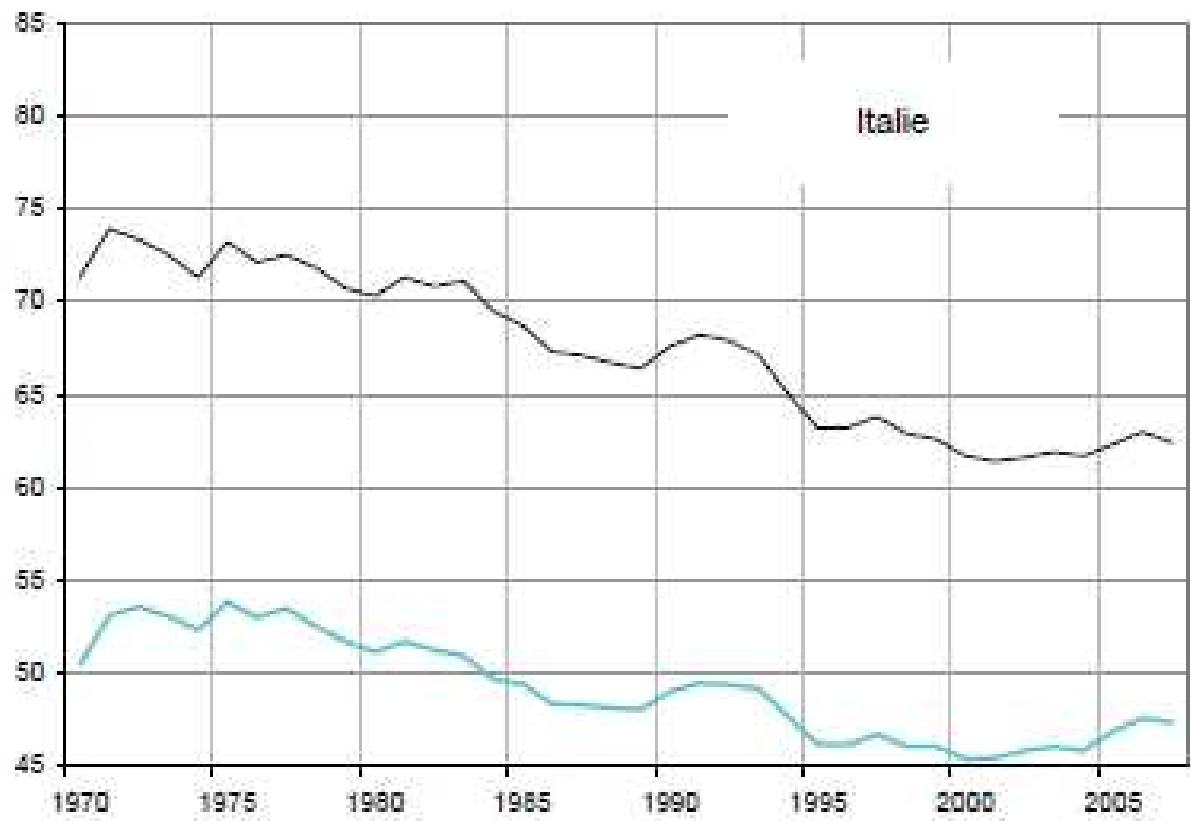
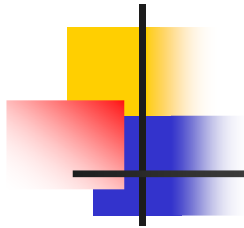
- Une modification généralisée des rapports de force à travers le monde au détriment des travailleurs
- Un partage de la valeur ajoutée au profit du capital
(source des graphiques: Rapport Cotis, Champsaur, 2009)
- Enjeu fondamental de la solidarité des travailleurs dans le monde

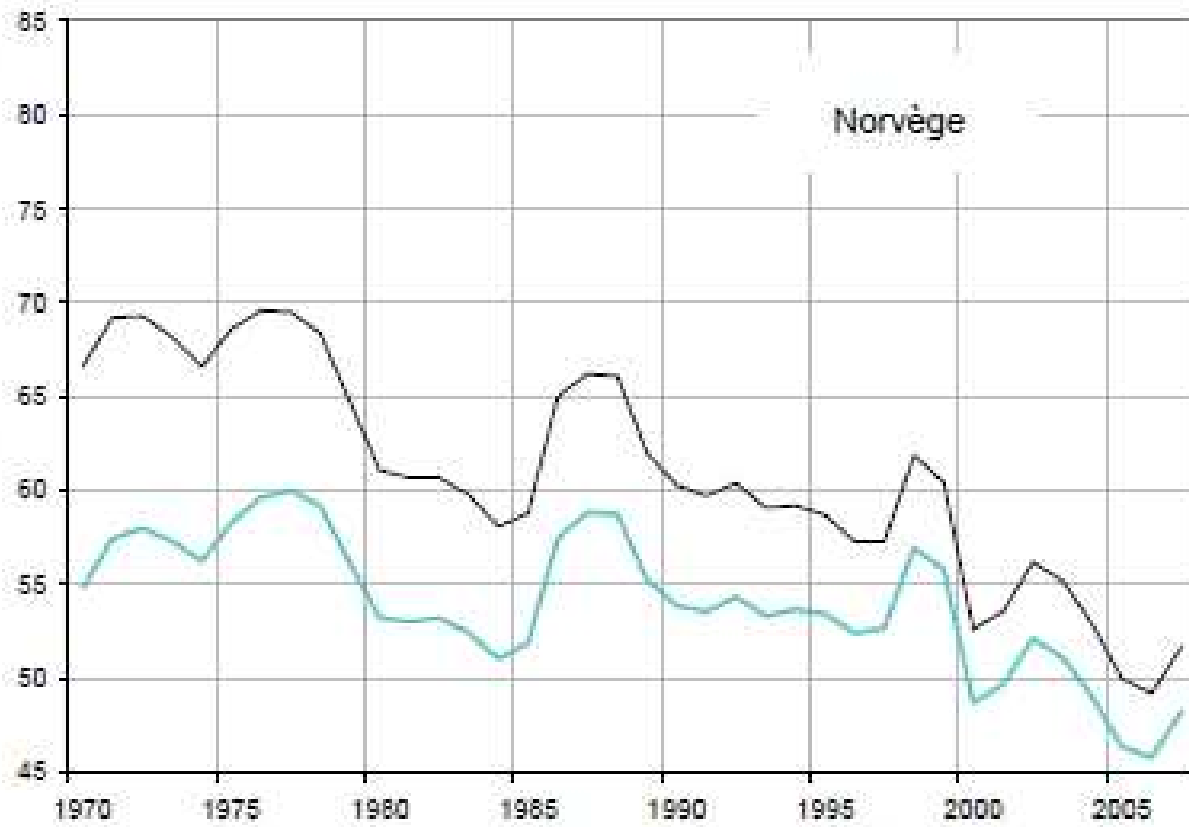
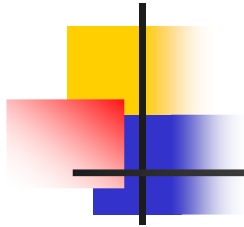


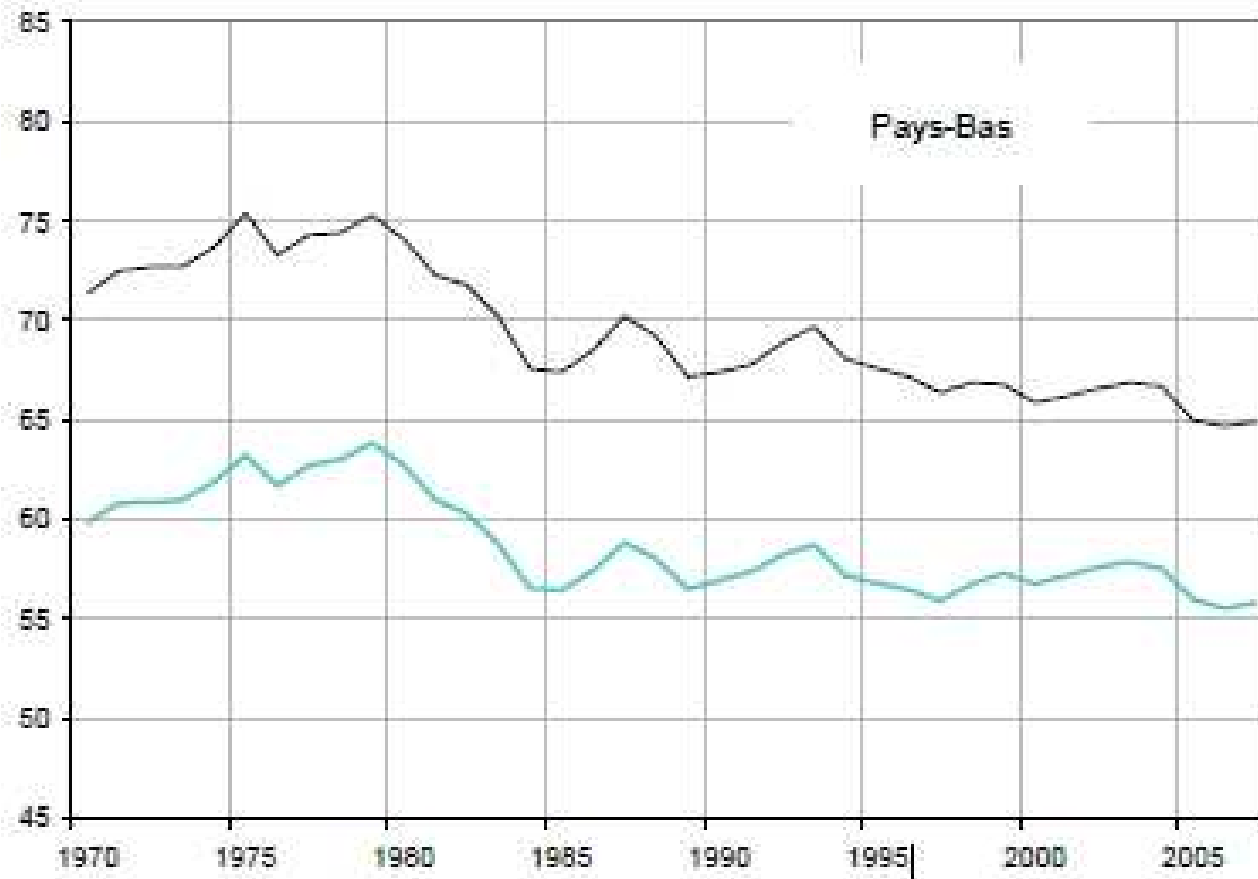
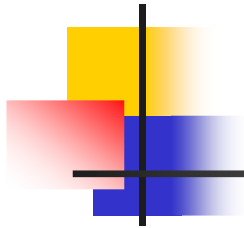


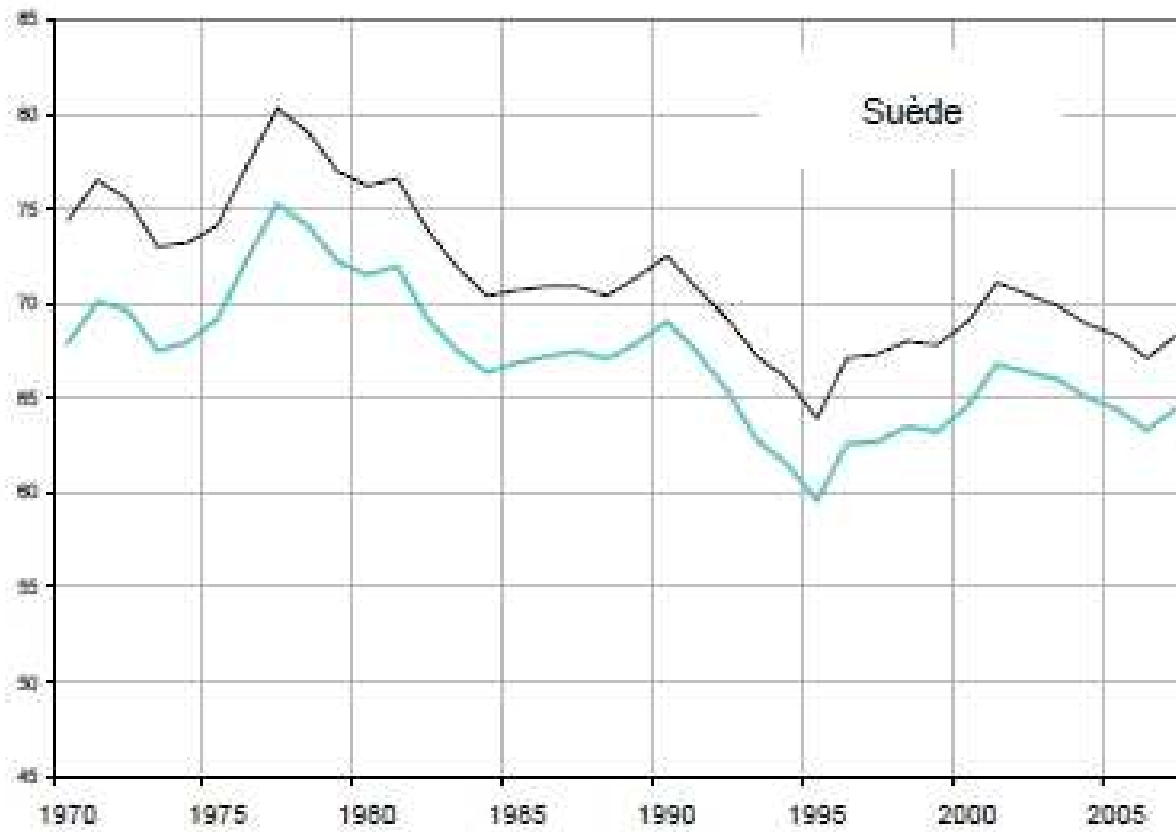
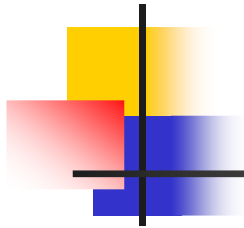


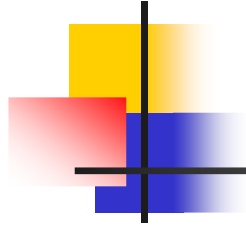












- Troisième point:

Le salaire dans le contexte de la crise systémique en cours



Pour sortir de la crise systémique

- À l'origine de la crise systémique:
dévalorisation du travail
- Solution à la crise systémique:
revalorisation du travail
 - Rémunération
 - Emploi
 - Conditions et organisation du travail
 - Droits des travailleurs

Il faut augmenter les salaires pour...

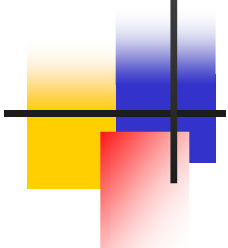


- rééquilibrer le partage de la valeur ajoutée en faveur des travailleurs,
- réduire les inégalités croissantes des salaires,
- reconnaître et encourager l'amélioration des qualifications,
- améliorer véritablement le pouvoir d'achat des travailleurs,
- assurer une *vie décente* à tous les travailleurs, compatible avec les exigences de notre temps,
- augmenter la consommation des ménages qui demeure le principal moteur de l'activité économique,
- accroître les ressources de la Sécurité sociale, des caisses de retraite et des caisses de l'État.



La hausse des salaires est nécessaire pour rééquilibrer le partage de la valeur ajoutée en faveur des travailleurs

- La part des salaires dans la valeur ajoutée a reculé de 10 points dans les années 1980.
- Dans les sociétés non financières (industrie, services hormis la finance) chaque point de la valeur ajoutée représente 10 milliards d'euros
- Depuis déjà plus de vingt ans, les propriétaires de ces entreprises ont droit à chaque année 100 milliards d'euros de plus par rapport à ce qu'ils percevaient auparavant



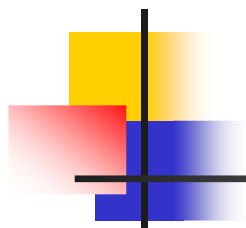
Part de la masse salariale dans la Valeur ajoutée





La hausse des salaires est indispensable pour réduire les inégalités croissantes des salaires

- La rémunération des femmes est en moyenne 19 % inférieure à celle des hommes
- Ces dernières années, les inégalités salariales ont fortement augmenté
 - Un nombre de plus en plus important de salariés sont payés en voisinage du Smic
 - Les hauts et les très hauts salaires, notamment les 10 % et les 1 % les mieux rémunérés, ont fortement augmenté.



REVENU SALARIAL	ANNUEL	MENSUEL
10% des salariés gagnent moins de	2100	175
25% ...	8240	687
50%...	16410	1368
75%...	23490	1958
90%...	34270	2856
95%...	44670	3723
99%...	81620	6802
MOYENNE	24540	2045
Source: Insee, Emploi et salaires, 2012		



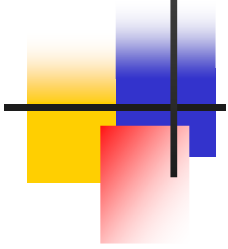
La hausse des salaires est nécessaire pour reconnaître et encourager l'amélioration des qualifications

- Les écarts de rémunération entre les CAP-BEP et les bacheliers se sont largement resserrés ces dernières années du fait d'une dévalorisation salariale du niveau bac
- Un tiers des salariés souffre d'un déclassement salarial, c'est-à-dire d'un décalage entre la qualification et le salaire qui ne correspond pas à celle-ci.
 - Les femmes souffrent davantage du « déclassement » que les hommes.
 - Le « déclassement » exerce un impacte négatif sur la carrière des salariés et leur promotion salariale
 - Un salarié a, en moyenne, d'autant plus de chance d'être promu qu'il est initialement bien rémunéré : les individus les mieux rémunérés sont également ceux qui ont le plus de chance d'être promus

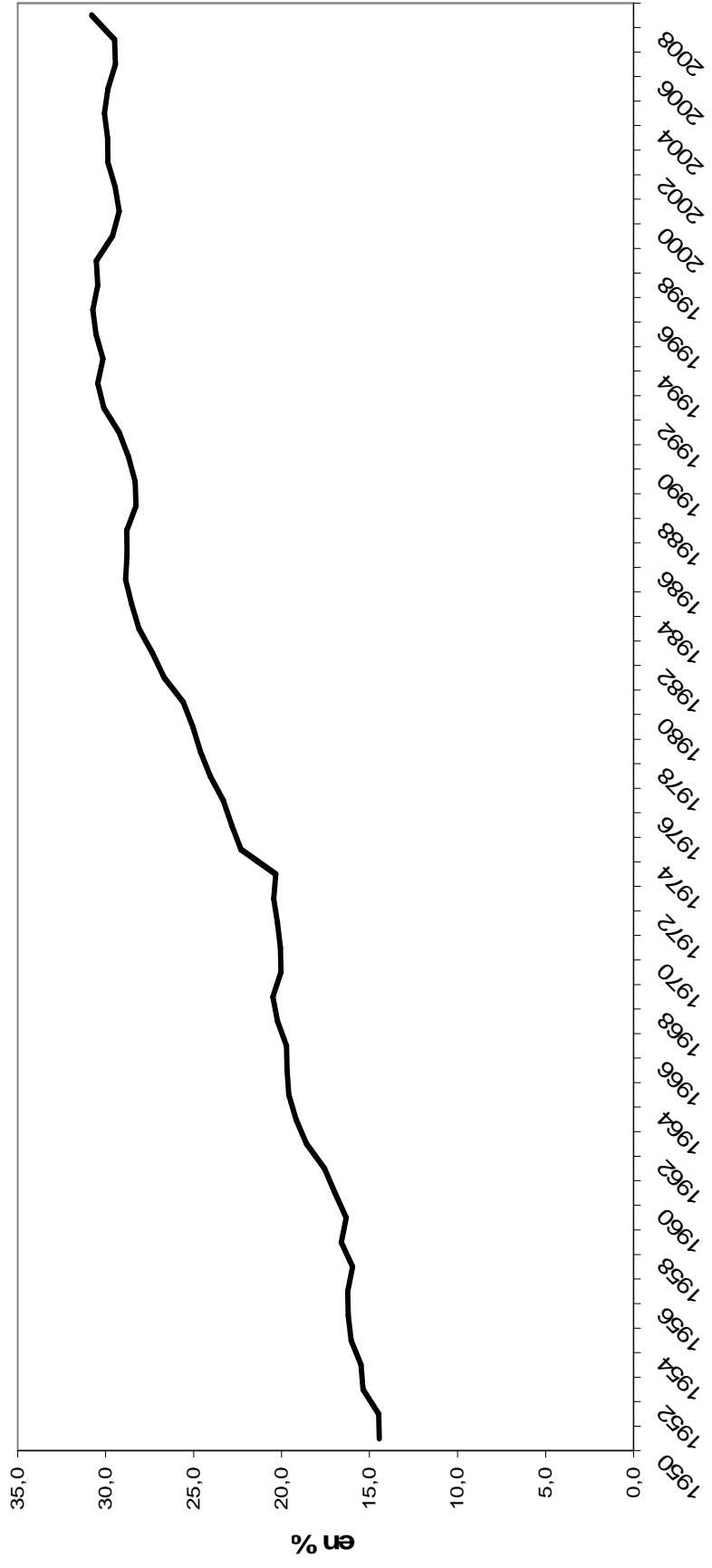


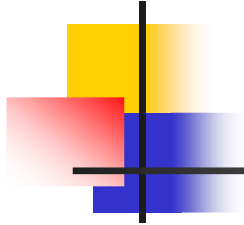
La hausse des salaires est nécessaire pour améliorer véritablement le pouvoir d'achat des travailleurs

- Le pouvoir d'achat dépend de deux facteurs : le revenu disponible et l'évolution des prix.
- Le revenu disponible représente l'ensemble du revenu d'un individu ou d'un foyer (y compris les revenus sociaux perçus) après paiement des impôts.
- Au niveau de l'ensemble de l'économie, les revenus issus du travail constituent aujourd'hui deux-tiers du revenu total des ménages
- Inversement, la part des revenus sociaux ce cesse d'augmenter
- Une société où la part des revenus sociaux tend à augmenter à cause de la faiblesse des salaires et de l'emploi est sans avenir

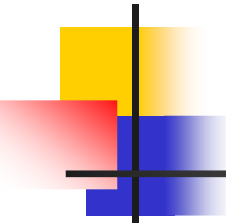


Part des prestations sociales dans le revenu disponible des ménages





- Fausse solution: la baisse de l'impôt sur le revenu améliorerait le pouvoir d'achat
 - La baisse des impôts réduit les moyens des services publics qui sont financés par les impôts
 - Le repli des services publics entraîne des dépenses nouvelles directement à charge des ménages, ce qui réduit leur pouvoir d'achat
- Le meilleur moyen d'améliorer le pouvoir d'achat est d'augmenter les salaires



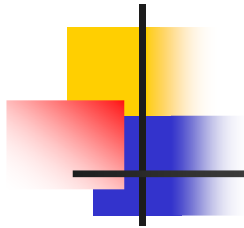
La hausse des salaires est nécessaire pour assurer une *vie décente* à tous les travailleurs, compatible avec les exigences de notre temps

- Les dépenses pré-engagées représentent en moyenne 45 % du budget des ménages en 2006 contre 41 % en 2001
 - Ex: mensualités de crédits, logement, eau, électricité, gaz, frais d'assurances, dépenses liées aux télécommunications...
- Pour une majorité de salariés, la hausse des dépenses pré-engagées se fait au détriment des dépenses incontournables (alimentation, santé, culture...).
- Cela entraîne un abaissement du niveau de vie
- Des situations de pauvreté inquiétantes
 - 8 millions de personnes en situation de pauvreté

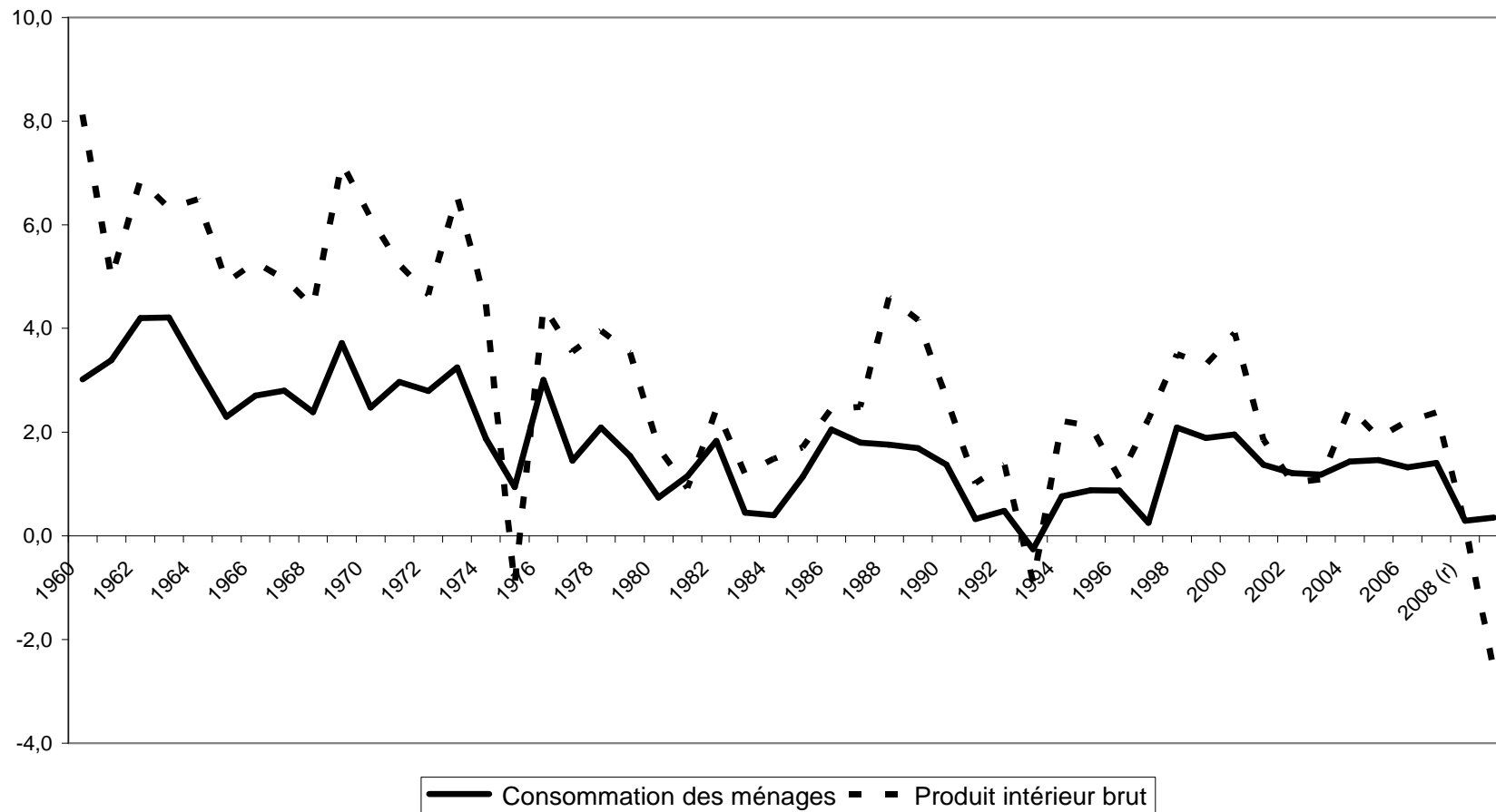


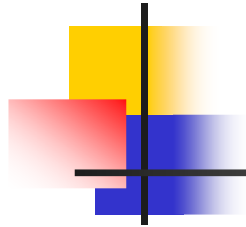
La hausse des salaires est nécessaire pour accroître la consommation et accélérer la croissance économique

- La consommation des ménages compte pour 57 % du PIB
- L'évolution du PIB dépend largement de cette consommation
- Au cours des années 2000, la consommation des ménages explique deux tiers de la croissance de l'activité économique en France
- La croissance économique suit l'évolution de la consommation



La consommation des ménages tire la croissance économique





- Quatrième point:

La bataille idéologique

Face aux arguments fallacieux du patronat et des libéraux



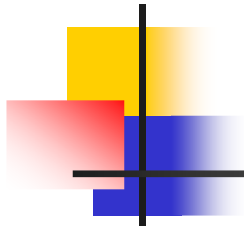
Pression patronale

- Compétitivité coût
- Référence trompeuse à l'Allemagne

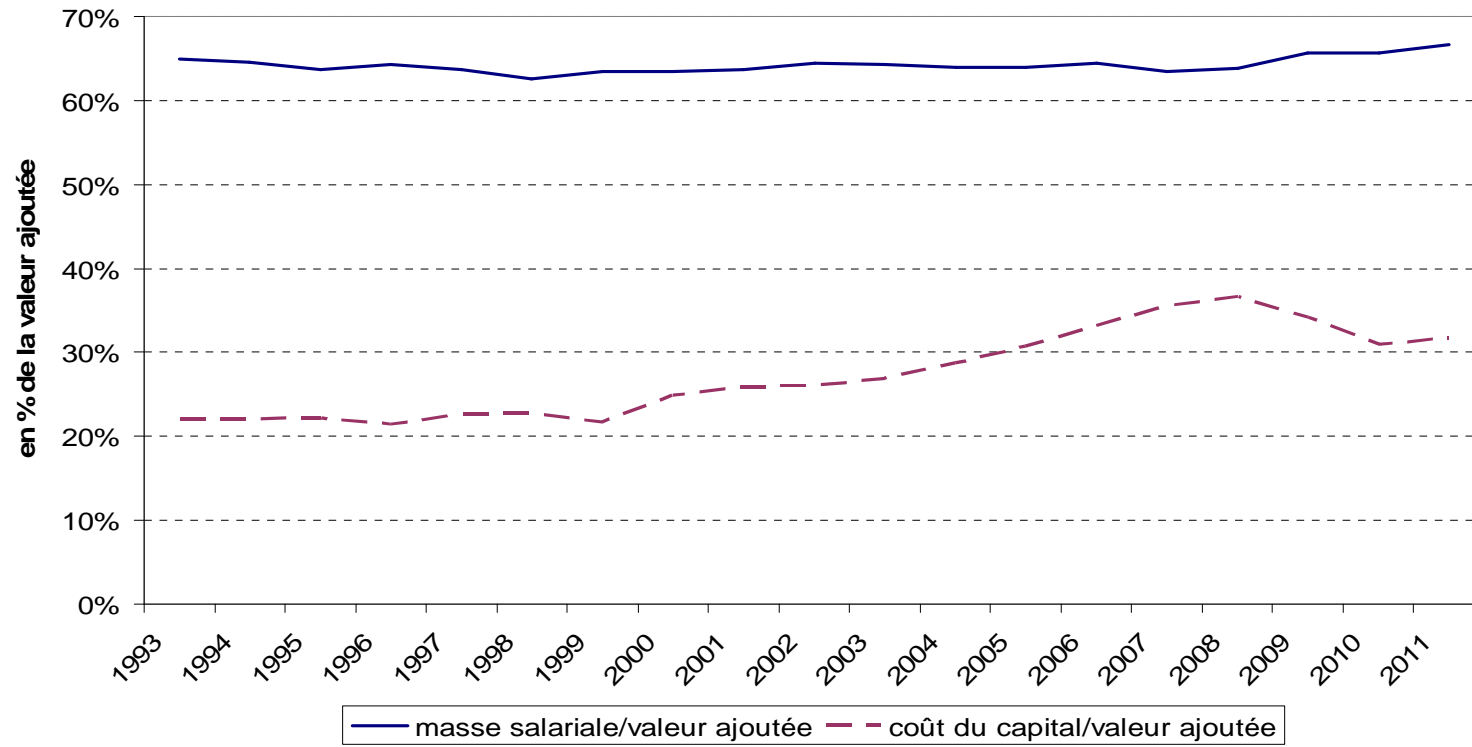


Ce qui handicape la France, ce n'est pas le « coût du travail » mais bien les prélèvements financiers

- En 1950, pour 100 euros de masse salariale (salaire brut+cotisations sociales dites patronales), les entreprises versaient 9,5 euros de dividendes et 4,5 euros de charges d'intérêt
- Aujourd'hui, pour 100 euros de masse salariale, les propriétaires reçoivent 36 euros et les créanciers 10 euros.
- Aujourd'hui, les prélèvements financiers (dividendes et intérêts versés) équivalent à la moitié de la masse salariale des sociétés non financières
- Ce qui handicape la France, c'est bien donc le coût du capital

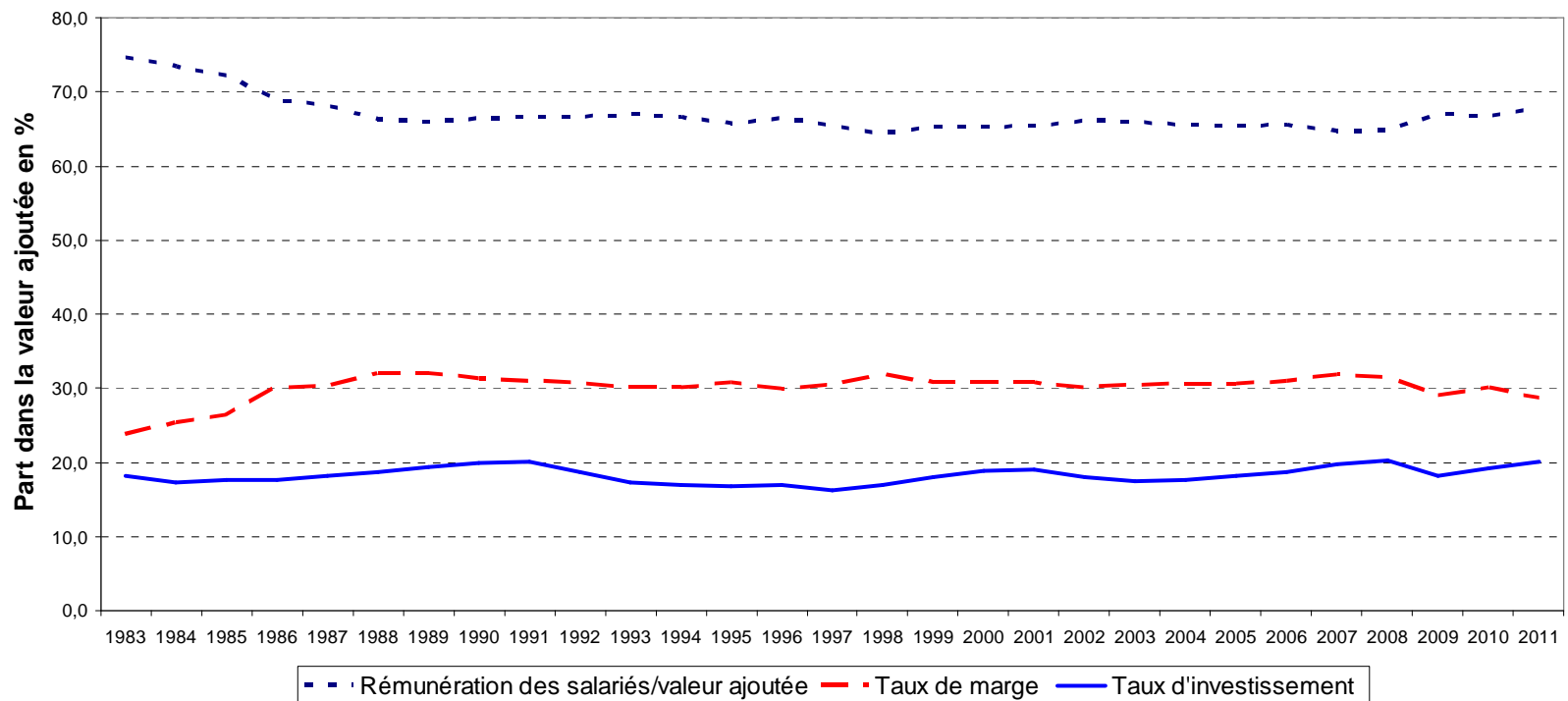


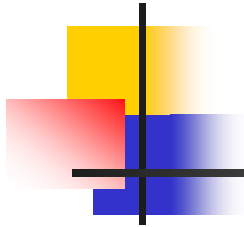
"Coût du travail" et "coût du capital"



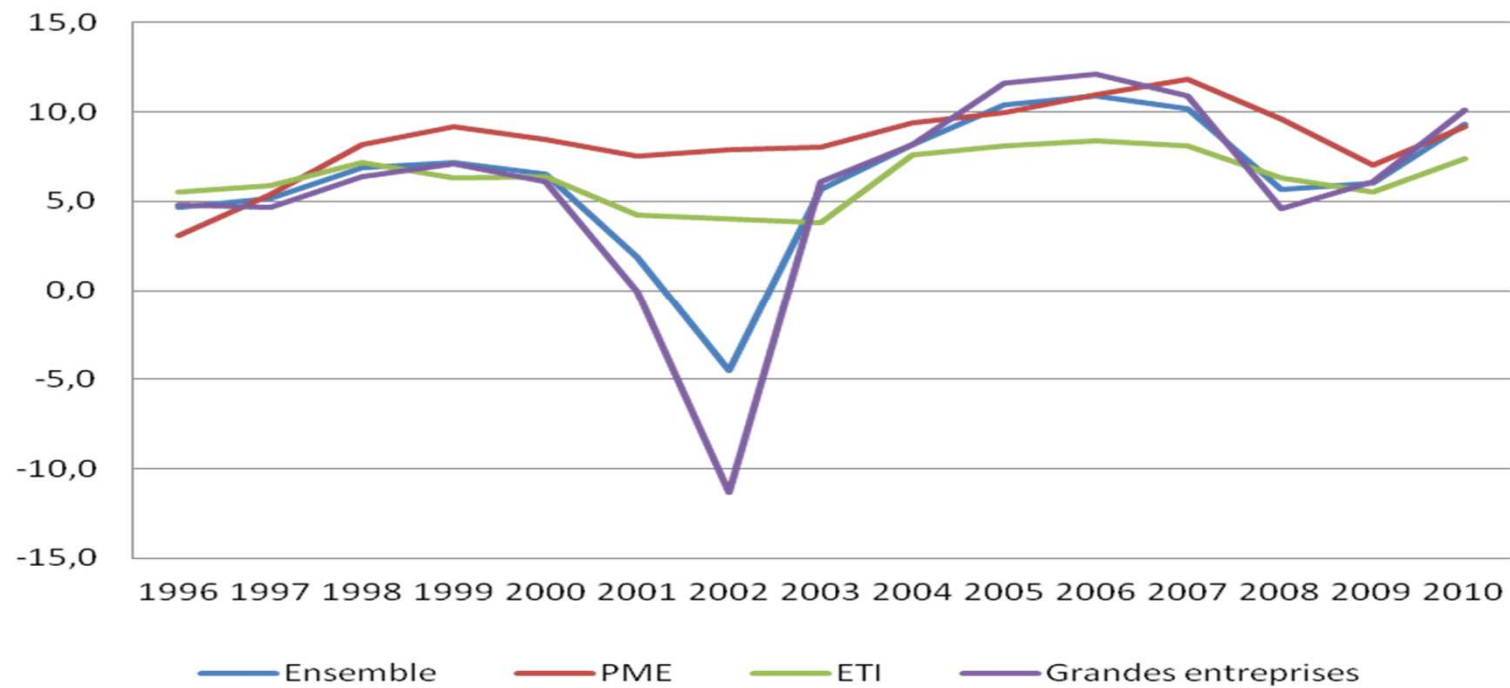
L'investissement n'augmente pas nécessairement avec la hausse du du taux de marge

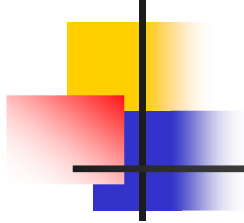
Taux de marge et taux d'investissement





Rentabilité financière nette des capitaux propres





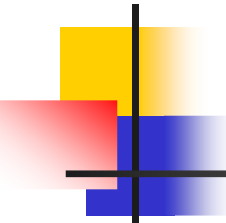
valeur ajoutée, masse salariale et dividendes des entreprises			
	Montant	en % de la valeur ajoutée	en % de la masse salariale
Valeur ajoutée	1 004,1		
Masse salariale	668,7	67	
Salaires et traitements bruts	514,0		
Cotisations soc. effectives à la charge des employeurs	154,7		
Excédent brut d'exploitation	287,3	29	
Dividendes et autres revenus perçus	147,9	15	22
dont : Dividendes	145,0		
Revenus distribués	237,8	24	4
dont : Dividendes versés aux actionnaires	211,8	21	32
Investissement	202,3		

Source : Insee, Comptes nationaux



Les principaux concurrents de la France sont les pays à hauts salaires

- Contrairement à une idée reçue et largement répandue par le patronat et les libéraux, les produits français sont surtout concurrencés par ceux provenant des pays, tels l'Allemagne, qui ont un niveau de développement économique et social plus ou moins proche du nôtre
- La concurrence des pays à bas salaires est pour l'essentiel circonscrite à un nombre limité de secteurs où l'absence d'une stratégie industrielle globale affaibli le potentiel de la France



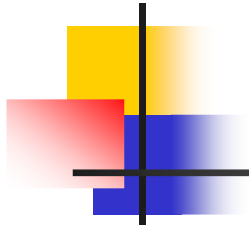
La France, le pays où le travail ne coûte pas si cher que cela

- Le « coût du travail » en France, y compris les cotisations sociales, se situe dans la moyenne des pays qui ont à peu près le même niveau de développement économique et social.
- En revanche, la France se situe dans le peloton de tête en ce qui concerne la productivité apparente du travail



Coût du travail compte tenu de la productivité du travail

	Valeur	Rang
Danemark	140	1
Suède	125	2
Finlande	112	3
Autriche	105	4
UEà15	100	
Allemagne	96	5
Italie	93	6
Pays-Bas	88	7
UE à 27	87	
France	84	8



Évolution de la productivité du travail dans l'industrie entre 1997 et 2007

(taux de croissance annuels moyens)

	France	Allemagne
Productivité horaire	3.7	3.5
Productivité par salarié	3.3	3.2



En guise de conclusion

- On ne peut pas parler du salaire sans parler en même temps des prélèvements financiers, du coût du capital
- La question salariale est au cœur des luttes sociales et un enjeu pour sortir de la crise
- La solidarité des travailleurs est indispensable pour revaloriser le travail dans toutes ses dimensions